



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 03 Mai 2021

Catastrophe sanitaire en Inde :

À qui profite le crime ?

Avec 3 700 décès dans la seule journée de dimanche, près de 400 000 nouvelles contaminations par jour, et un bilan total officiel (volontairement sous-estimé) de plus de 205 000 morts du Covid, l'Inde bat aujourd'hui tous les records de la crise sanitaire. Et dans ce pays où la pratique majoritaire est l'incinération des défunts, on en est à organiser des bûchers collectifs en pleine rue.

En janvier dernier le chef du gouvernement indien, leader de l'extrême droite hindouiste, Narendra Modi, déclarait que l'Inde avait contenu le coronavirus, que la crise était passée et son pays un modèle. En ce début d'année le gouvernement indien n'était occupé qu'à envoyer sa police contre les paysans qui avaient investi la capitale New Dehli pour protester contre une loi qui les ruinait au profit des magnats de l'agro-alimentaire.

Gouvernement d'extrême droite et milliardaires

L'ampleur de la catastrophe sanitaire en Inde serait-elle seulement le résultat de l'irresponsabilité meurtrière d'un chef de gouvernement, singeant à sa façon un Donald Trump niant la gravité du virus, mais dans un pays tellement plus grand et tellement plus pauvre ? En partie seulement.

Car l'Inde n'est pas un monde à part, un pays pauvre où la maladie frapperait comme une fatalité. L'Inde n'est qu'une partie de notre monde riche, où les contrastes sociaux sont les plus exacerbés. Les fortunes des quelques milliardaires indiens, le patron de Mittal (acier), de Reliance Industrie (pétrole, téléphonie) et d'autres n'ont rien à envier aux plus riches patrons des États-Unis ou de France. Pendant qu'un ingénieur touche autour de 200 € par mois et qu'au bas de l'échelle 220 millions d'Indiens vivent avec moins de 32 roupies, soit 0,36 euro par jour.

Numéro un du vaccin et du nombre de morts

Or l'Inde est un pays moderne. Il est en ce moment même le premier producteur de vaccins du monde, qui, jusqu'à ces toutes dernières semaines, étaient essentiellement réservés à l'exportation, si rentable. Toutes les grandes compagnies du monde lorgnent sur les cohortes d'ingénieurs si peu payés que compte l'Inde, pour faire tourner leurs R&D (recherche et développement), leurs services commerciaux et leurs productions. À l'exemple de General Electric, Hewlett-Packard, IBM, ou de Renault qui y sous-traite une partie de sa recherche, d'Air France qui y a délocalisé une bonne partie de son informatique.

Hôpitaux privés et corruption

Le budget de santé en Inde n'est que de 1,8 % du PIB du pays. Les hôpitaux publics sont officiellement gratuits mais ne représentent qu'un peu plus de 37 % de l'ensemble des hôpitaux indiens, où le nombre de lits, de places en réanimation et de ventilateurs sont insuffisants, même en temps normal. Quant au secteur privé, toujours très cher, c'est la course éperdue aux profits, accompagnée d'une corruption à tous les niveaux qui atteint le summum en cette période de pandémie.

Résultat : deux ou trois malades par lit à l'hôpital public, pour ceux qui ont la chance de pouvoir y entrer ; pour être pris en charge dans un hôpital privé, c'est au départ un dépôt de 100 000 roupies (1 100 euros) qu'il faut verser, soit huit fois le salaire mensuel d'un ouvrier, plus 20 000 roupies (près de deux mois de salaire) pour le transport du malade, et la bonbonne d'oxygène au marché noir se vend 40 000 roupies (50 fois son prix).

L'hypocrisie des grandes puissances

Aujourd'hui une trentaine de pays auraient décidé d'aider l'Inde. Il faut voir comment. La Russie a envoyé 1,5 million de doses de vaccin Spoutnik V pour un pays de 1,3 milliard d'habitants. La Grande-Bretagne, une cargaison de ventilateurs. Et la France s'est fendue d'un avion de matériel. Le chargement d'un seul avion, au moment même où est ouverte une plainte en corruption pour les pots-de-vin versés en 2016 pour la vente de 36 avions Rafale, des avions de guerre ceux-là, vendus par Dassault au gouvernement indien pour 7 milliards d'euros.

NOTRE PRESSE

version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



Un tarif au goût amer

Lors des derniers CSE, la direction a annoncé l'augmentation des tarifs de la restauration collective par Compass. Cette hausse sera comprise entre 10% et 25% selon les aliments et bien sûr PSA ne prendra rien en charge de ce surcoût.

Quand la direction a annoncé que le télétravail nous permettrait de réaliser des économies, elle avait oublié de préciser que ce serait en augmentant les dépenses de ceux qui restent sur site !

Contre l'enfumage du passage à l'électrique !

D'après Arnaud Debœuf, directeur industriel de Stellantis, « il faut que les gens qui font du thermique aujourd'hui se reconvertissent pour faire de l'électrique demain ». Manière de « libérer des compétences » comme dit Tavares pour ne pas dire « licencié ». Car avec l'arrêt de 2 moteurs, c'est le travail de 1 000 collègues perdu dès 2022 à Douvrin. Or ACC (la nouvelle usine de batteries, près de Douvrin, joint-venture de PSA et Total) n'accueillerait soi-disant que 200 salariés à partir de 2023 !

La CGT appelle à un rassemblement le 6 mai devant l'usine. Des délégations de plusieurs sites seront présentes. Contre les suppressions d'emplois : tous à Douvrin le 6 !

Les ouvriers occupent aux Fonderies de Bretagne

Mardi 27 avril, les travailleurs de la Fonderie de Bretagne à Caudan, ont voté l'occupation de l'usine, que le groupe Renault veut vendre, en se débarrassant des 350 salariés. l'État se propose d'« accompagner » les salariés des Fonderies, en aidant les licenciés. Les travailleurs étaient près de 200 à décider que « plus rien ne rentre, plus rien ne sort... et personne non plus ». Sept cadres de l'entreprise n'ont donc pas pu sortir avant 22h30... Les pauvres.

L'occupation continue. Comme à PSA Douvrin, le 6 mai, ils appellent à un rassemblement à Renault Le Mans, où se retrouveront ceux de Renault Lardy, Guyancourt et d'autres, eux aussi en lutte contre les licenciements.

3 500 personnes au rassemblement devant la SAM

Dimanche 25 avril, près de 3 500 personnes se sont réunies devant l'usine SAM, près de Rodez dans l'Aveyron. Une fonderie sous-traitante de Renault, où la grève dure. Les salariés ont été baladés par État, Renault et le repreneur CIE Automotiv qui menace de supprimer 60 % des emplois.

Renault et PSA sacrifient l'activité de fonderies automobiles partout, en voulant vendre leurs filiales comme les Fonderies de Bretagne, ou en asphyxiant les sous-traitants. Renault dit clairement agir pour la concentration de la filière entre grands groupes d'équipementiers. De quoi exploiter plus et mieux mais moins de travailleurs, qui ne se laisseront pas faire à SAM comme ailleurs...

Des emplois qui fondent à vue d'œil

Après Les Fonderies de Bretagne à Caudan, SAM dans l'Aveyron, MBF dans le Jura, BorgWarner en Corrèze, ou les Fonderies du Poitou, c'est au tour de FVM en Meurthe-et-Moselle qui risque de laisser 150 salariés sur le carreau. FVM, dont le principal donneur d'ordre est Renault, a subi depuis des années, comme d'autres, des reprises par des patrons voyous, avec la bénédiction du gouvernement, de PSA et de Renault. Ceux-ci veulent créer un fonds de 50 millions d'euros pour « accompagner les transitions ». Manière de tenter d'éviter l'explosion sociale... qu'ils auront bien méritée !

Un 1^{er} mai encourageant

Ce 1^{er} mai – journée internationale de lutte des travailleurs qui existe depuis 1890 – des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté dans le pays. Parmi eux, notamment, des intermittents du spectacle pour exiger le retrait de la réforme de l'assurance chômage. Et partout dans le monde des cortèges ont défilé malgré les confinements et parfois même la répression.

Côté patronat et gouvernement, les attaques pleuvent : plans de suppressions d'emplois, baisse des allocations chômage prévue pour juillet. Une offensive à laquelle il faut répondre par la lutte. La présence de beaucoup de jeunes dans les cortèges est plus qu'encourageante

Beaucoup de bruit pour rien

Le nouveau président des USA, Joe Biden, prétend lutter contre les inégalités en s'en prenant aux milliardaires. À croire que ces idées sont bien dans l'air du temps !

Mais à y regarder de plus près, il envisage seulement de porter les impôts sur les bénéficiaires de 21 à 28 %, alors que Trump les avait baissés de 35 à 21 % ! Et celui qui prétend taxer les riches prévoit d'augmenter – tenez-vous bien – de 2,6 % la plus haute tranche de l'impôt sur le revenu.

Les grands patrons, les milliardaires et leurs avocats fiscalistes n'ont rien à craindre du locataire de la Maison-Blanche.

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

